

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

A Bourges, le 18 octobre 2016

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSÉES

PARC EOLIEN NORDEX XXVI SAS

Commune de St Ambroix

Objet : Installations classées - Demande d'autorisation unique - Parc éolien composé de 4 aérogénérateurs et d'un poste de livraison sur la commune de Saint-Ambroix.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre déposée à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) du Cher le 2 décembre 2015, Madame Anna Katharina de TOURTIER, agissant en qualité de présidente de la société PARC EOLIEN NORDEX XXVI SAS dont le siège social est situé au 23, rue d'Anjou – 75008 PARIS, sollicite une autorisation unique pour le parc éolien « Parc Eolien de Saint-Ambroix », composé de quatre aérogénérateurs et d'un poste de livraison électrique implantés sur le territoire de la commune de Saint-Ambroix.

À cet effet, un dossier auquel ont été annexés notamment une étude d'impact, des études paysagère, acoustique et faunistique, une étude des dangers, des plans réglementaires et un projet architectural, a été joint à la lettre de demande.

Suite à la demande de compléments adressée au demandeur par la Préfète du Cher par courrier du 15 janvier 2016, une version consolidée du dossier de demande d'autorisation unique a été déposée le 8 avril 2016 en DDCSPP.

Le dossier de demande ainsi complété a été reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 27 avril 2016. La recevabilité a été notifiée par la Préfète du Cher le 2 mai 2016. Elle relevait quelques points à améliorer qui ont été repris dans l'avis de l'Autorité Environnementale du 4 mai 2016 auquel le porteur de projet a répondu par un mémoire qui a été joint au dossier d'enquête publique.

1. OBJET DE LA DEMANDE

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation unique prévue par l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014.

Cette demande d'autorisation unique est sollicitée pour :

- une demande d'autorisation d'exploiter au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- une demande de permis de construire au titre du code de l'urbanisme ;
- une demande d'approbation d'un projet d'ouvrage au titre du code de l'énergie.

1.1 CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE HORS ICPE

Les éoliennes terrestres dont la hauteur de mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure à 12 mètres sont soumises à permis de construire au titre de l'article R. 421-2 du code de l'urbanisme.

La puissance électrique totale du parc étant inférieure au seuil de 50 MW fixé par l'article R. 311-2 du code de l'énergie, le parc éolien est réputé autorisé au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie.

1.2 Situation de l'établissement au regard de la législation ICPE

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique suivante :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Hauteur maxi de mât	Unités du volume
2980	1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	4 aérogénérateurs	Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	≥ 50	m	101	m

A (Autorisation)

1.3 LE DEMANDEUR

La société PARC EOLIEN NORDEX XXVI SAS est totalement détenue par la société NORDEX FRANCE qui fait partie du groupe allemand NORDEX.

NORDEX FRANCE est spécialisée dans le développement, la construction, l'exploitation et la maintenance de parcs éoliens.

La société PARC EOLIEN NORDEX XXVI SAS n'est pas propriétaire des terrains sur lesquels les aérogénérateurs sont prévus d'être implantés, mais elle a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées notamment sur leur remise en état après exploitation.

1.3 DESCRIPTION DU PROJET

Installations

Le parc éolien projeté se compose de :

- 4 aérogénérateurs identifiés n° E1 à n° E4 ;
- 1 poste de livraison électrique, à proximité de l'éolienne E4.

Le pétitionnaire a retenu le modèle Nordex N131-R99 d'une puissance nominale unitaire de 3 MW. Ce modèle présente une hauteur de mât (en sommet de nacelle) de 101 m, un diamètre de rotor de 131 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 164,5 m.

D'une puissance totale maximale de 12 MW, le parc permettra une production annuelle estimée à 31 GWh, ce qui représente la consommation électrique d'environ 9 500 foyers. Sous réserve de l'accord d'ERDF et des capacités d'accueil suffisantes, le parc éolien sera raccordé via une liaison enterrée à un poste source du réseau électrique. Le poste prévu serait situé à Venesmes (à 13,5 km environ), dont la capacité réservée est de 40 MW, ou serait construit par NORDEX (ce qui nécessiterait dans ce cas des autorisations administratives ultérieures). Les coûts inhérents à ce raccordement sont à la charge du demandeur.

Les constructions projetées représentent une surface de plancher de 19,84 m² à destination industrielle (poste de livraison).

Implantation

Un plan de situation et un plan de masse sont joints en annexes au rapport.

La zone d'implantation du projet se situe en partie ouest du département du Cher, à 2 km environ au sud-est du bourg de Saint-Ambroix, à environ 4 km à l'ouest de Primelles et à environ 6,7 km au nord de Mareuil-sur-Arnon.

Les quatre aérogénérateurs et le poste de livraison sont implantés sur la commune de Saint-Ambroix, sur les parcelles suivantes : OC 41, OC 248, OC 264 et OC 266.

Le territoire est entièrement consacré à la grande culture. Le relief est peu important sur le plateau, mais des dénivelés sensibles marquent les vallées de l'Arnon à l'ouest et, de façon plus ténue, le ruisseau intermittent du Pontet au nord-ouest. L'aspect général du site offre un paysage très dégagé, seulement marqué par quelques hangars agricoles.

Deux cours d'eau s'écoulent à proximité de la zone d'implantation :

- le ruisseau du Pontet situé à environ 1 220 m à l'est des éoliennes E2 et E3 ;
- la rivière Arnon située à environ 760 m à l'ouest de l'éolienne E4.

L'aire d'implantation du parc est exempte de zone environnementale protégée. Les zones sensibles les plus proches sont :

- 4 ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) : « Prairie humide du bois de Passat », « Pelouses du Trou à Ragot », « Pelouse de Boissereau » et « Marais du Pontet » situées dans un rayon de 5 km ;
- 4 SIC (Site d'Importance Communautaire) du réseau Natura 2000 : « Coteaux, bois et marais calcaires de la Champagne berrichonne » (n° FR24000520), « Basse Vallée de l'Arnon » (n° FR24000521), « Ilots de marais et coteaux calcaires au Nord-Ouest de la Champagne berrichonne (n°FR24000531) et « Site à chauves-souris de Chârost » (n° FR2402004), situés dans un rayon de 10 km.

Les principaux axes routiers sont les routes départementales RD 99E au nord, à environ 165 m de l'éolienne E2, et RD 18 à l'est, à environ 420 m de l'éolienne E4.

Le bâti environnant est composé de quelques hameaux et de fermes dispersées.

Le projet est situé en zone de sismicité 1 (très faible).

Le projet est implanté sur le territoire de la commune de Saint-Ambroix qui est identifié comme favorable au développement de l'énergie éolienne d'après le Schéma Régional Éolien annexé au Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Énergie du Centre-Val de Loire validé par le Préfet de région par arrêté préfectoral n° 12.120 du 28 juin 2012. Il est situé dans la zone n° 15 « Champagne Berrichonne et Boischaud Méridional ».

Il correspond à une densification de l'ensemble éolien constitué de 2 parcs éoliens en activité :

- Parc Eolien de Forge implanté sur les communes de Saint-Ambroix et de Mareuil-sur-Arnon (5 éoliennes) ;
- Parc Eolien de Bois Ballay sur la commune de Mareuil-sur-Arnon (5 éoliennes).

1.4 PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT

La production d'électricité éolienne repose sur la transformation d'une énergie mécanique (le vent et le mouvement des pales) en énergie électrique.

Les pales de chaque aérogénérateur tournent à une vitesse comprise entre 6 et 17 tours par minute. Le mouvement lent du rotor est ensuite accéléré par un multiplicateur et l'énergie mécanique créée est transformée en énergie électrique par le générateur. L'électricité ainsi produite à une tension d'environ 690 volts est traitée grâce à un convertisseur puis la tension est augmentée à 20 000 volts par un transformateur installé au niveau de la nacelle ou au pied du mât. L'électricité est acheminée par câble enterré jusqu'au poste de livraison où elle transite avant d'être injectée sur le réseau public via le poste source.

1.5 CADRE ADMINISTRATIF DE L'INSTRUCTION

En application de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une procédure d'autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), la demande d'autorisation unique est instruite selon la procédure d'autoriser d'exploiter au titre de la législation ICPE ; législation applicable aux éoliennes depuis leur inscription au régime des ICPE en application du décret n° 2011-984 modifiant la nomenclature des ICPE. Cette procédure fait toutefois l'objet de quelques aménagements, en application du décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Le fonctionnement de la présente installation est encadré par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014.

Ces dispositions ont pour objet de maîtriser les risques et les nuisances de l'installation sur les enjeux visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La remise en état du site dans le cadre de la cessation d'activité de l'installation incombe à l'exploitant en application de l'article L. 553-3 du code de l'environnement. Les conditions de remise en état sont définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces dispositions sont partiellement modifiées par l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014.

La société PARC EOLIEN NORDEX XXVI SAS s'est engagée, dans son dossier de demande d'autorisation unique, à respecter l'ensemble des prescriptions imposées par les arrêtés susvisés.

En outre, les projets de parc éolien sont soumis au droit commun de l'urbanisme et, en particulier, aux 2 articles suivants :

- l'actuel article L. 111-4 du code de l'urbanisme précise qu' *« en l'absence de plan local d'urbanisme ou de carte communale opposable aux tiers, ou de tout document d'urbanisme en tenant lieu, seuls sont autorisés, en dehors des parties actuellement urbanisées de la commune : (...) les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées, (...) »*.

- l'article L. 421-6 (modifié par la Loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 - article 105) précise que *« le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé que si les travaux projetés sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des sols, à l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions, l'assainissement des constructions et à l'aménagement de leurs abords et s'ils ne sont pas incompatibles avec une déclaration d'utilité publique »*.

1.6 CONTRAINTES D'IMPLANTATION

Les contraintes d'implantation des aérogénérateurs sont définies par la section 2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application de l'article 3 de l'arrêté susvisé, le parc éolien objet de la demande est implanté de telle sorte que les aérogénérateurs du parc sont situés à au moins 500 m des premières constructions à usage d'habitation, immeubles à usage d'habitation ou des zones destinées à l'habitation telles que définies dans les documents d'urbanisme opposables en vigueur au 13 juillet 2011.

L'habitation la plus proche est située au lieu-dit « Le Grand Semur » à 780 m à l'est de l'éolienne E2.

Les aérogénérateurs sont implantés à plus de 300 m de tout établissement classé Seveso et à plus de 250 m de tout bâtiment à usage de bureaux.

Par ailleurs, en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014, la présente installation respecte les distances minimales d'éloignement pour prévenir les perturbations de fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisés dans le cadre des missions de sécurité de la navigation aérienne et de sécurité météorologique des personnes et des biens.

Le radar le plus proche est le radar météorologique de Bourges situé à environ 21 km du projet.

2. PROCÉDURE D'INSTRUCTION

En application du décret n°2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, la présente demande bénéficie de l'accord de :

- la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) : la DGAC précise, par courrier daté du 14 janvier 2016, que le projet se situe en dehors des zones intéressées par des servitudes aéronautiques ou radioélectriques relevant de son domaine de compétences. Elle donne son autorisation sous réserve de la mise en place d'un balisage diurne et nocturne pour chacune des éoliennes, de l'envoi à la DGAC du formulaire de déclaration de montage d'un parc éolien un mois avant le début des travaux et de la communication à la DGAC de l'avancement des travaux de construction.
- la Direction de la Sécurité Aéronautique de l'État (DSAE) du ministère de la Défense : par deux courriers datés du 3 mars 2016, relatifs à la demande d'autorisation d'exploiter ICPE et à la demande de permis de construire, la DSAE indique que le projet n'est pas de nature à remettre en cause la mission des forces. La DSAE donne son autorisation sous réserve que chaque éolienne soit équipée d'un balisage diurne et nocturne. La DSAE demande, en outre, que le commandement de la Zone Aérienne de Défense Nord de Cinq-Mars-La-Pile (Indre-et-Loire) soit informé de la construction, des coordonnées géographiques et de la mise en service du parc.
- Météo France : par lettre datée du 11 décembre 2015, Météo France indique que le parc projeté étant situé à plus de 20 km du radar météorologique de Bourges, son accord n'est pas requis.

2.1 AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

L'Autorité Environnementale (AE) a émis le 4 mai 2016 un avis sur le dossier de demande d'autorisation unique. Cet avis, qui ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'étude d'impact, a été joint au dossier lors de l'enquête publique.

Il souligne en particulier les aspects suivants :

➤ sur la qualité de l'étude d'impact :

- en termes de biodiversité :

« L'étude faune-flore-milieu a été conduite sur un cycle biologique annuel complet, avec une pression d'inventaires adaptée aux enjeux (notamment pour les oiseaux), bien qu'il puisse être regretté une faible durée cumulée d'inventaires acoustiques pour les chauves-souris.

L'enjeu du secteur en termes de flore et de milieux naturels est, à juste titre, considéré comme faible.

Concernant l'avifaune, le dossier indique à juste titre que le cortège d'espèces recensés présente des enjeux modérés.

Pour les chauves-souris, le peuplement inventorié est étonnamment faible et peu diversifié (ne comprenant même pas des espèces communes et ubiquistes comme la Pipistrelle de Kuhl), en lien probable avec une relative faiblesse du protocole d'étude (faible durée des écoutes notamment). Malgré les doutes subsistant sur les résultats de l'étude, il reste néanmoins exact que, du fait de la pauvreté et de l'homogénéité de l'occupation des sols, le site est peu propice à l'activité des chauves-souris, jugée faible sur la zone, et dominée par la Pipistrelle commune ».

Quant à la distance de 90 m entre l'éolienne E4 et un bosquet, l'AE relève qu'« un plus grand éloignement de cette éolienne par rapport aux éléments fixes du paysage aurait pu être proposé, et le choix d'implantation actuel mieux argumenté sur ce point ».

L'AE juge que « l'impact résiduel du projet, après application des mesures [d'évitement et de réduction des effets], peut être considéré comme non significatif ».

- en termes de paysage et patrimoine historique :

« Le dossier décrit correctement le contexte paysager de l'aire d'implantation du projet et les enjeux sont hiérarchisés de manière appropriée.

Le descriptif du patrimoine historique et culturel est de bonne qualité.

Le dossier comporte une étude de la saturation visuelle qui conclut, à juste titre, à l'absence d'effet de saturation visuelle mais modère ce constat pour les habitations du village de Civray.

L'étude d'impact rapporte, avec justesse, les covisibilités en relation avec les monuments historiques que sont les églises de Chouday et de Ségry qui émergent de la plaine d'Issoudun et peuvent se voir conjointement de manière indirecte avec le parc depuis certaines vues situées à l'Ouest du territoire. »

- en termes de bruit :

« L'ambiance sonore de l'aire d'étude rapprochée est évaluée de manière correcte au moyen d'une campagne de mesures du bruit résiduel effectuée du 11 décembre 2014 au 13 janvier 2015 depuis 4 points représentatifs des habitations les plus proches de la zone d'implantation du projet. »

L'étude acoustique relève « des risques de dépassement ponctuel des émergences réglementaires. Il a donc été défini, à bon escient, un plan de gestion du fonctionnement (plan de bridage) qui permet le respect de la réglementation en termes d'émergences et de bruit ambiant ».

➤ sur la prise en compte de l'environnement par le projet :

« Le dossier prévoit des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement dès la phase de chantier, jugées proportionnées, telle que le démarrage du chantier en dehors de la période de reproduction de l'avifaune.

Les mesures proposées par l'exploitant dans le cadre du réaménagement du site sont adéquates et compatibles avec un usage futur de type agricole.

L'étude des dangers conclut, de manière justifiée, que les risques résiduels liés au fonctionnement des éoliennes sont acceptables pour le site choisi ».

L'AE conclut qu'« au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer, réduire ou compenser les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet ».

Suite à cet avis de l'AE, le pétitionnaire a fourni un mémoire en réponse aux observations formulées. Ce mémoire, transmis par courriel du 25 mai 2016 et joint au dossier d'enquête publique, porte sur les points suivants :

- le demandeur détaille le protocole d'inventaires des chauves-souris en considérant que les résultats obtenus, qui révèlent une pauvreté du cortège, correspondent à ce qui peut être retrouvé dans ce type de milieu ;

- concernant l'implantation de l'éolienne E4, le demandeur confirme que l'enjeu lié à la proximité de la haie est à ne pas négliger. Toutefois, les études menées n'ont pas révélé de contact avec des chauves-souris autour des bosquets concernés. Si le suivi de mortalité qui sera mis en œuvre pendant l'exploitation du parc met en exergue un impact de son fonctionnement, des mesures seront prises telles qu'un plan de bridage et/ou le déplacement d'une haie.

2.2 ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral n°2016-DDCSPP-144 du 11 mai 2016 s'est déroulée du 6 juin au 5 juillet 2016 inclus dans les 13 communes suivantes :

- CHEZAL-BENOIT, LUNERY, SAINT-AMBROIX (siège de l'enquête), MAREUIL-SUR-ARNON, CIVRAY, SAINT-BAUDEL, CHAROST, PRIMELLES, SAUGY dans le Cher ;
- CHOUDAY, SEGRY, SAINT-GEORGES-SUR-ARNON et ISSOUDUN dans l'Indre.

L'enquête a suscité peu d'intérêt de la part des populations. Seule une observation orale et deux observations écrites ont été faites lors des cinq permanences du commissaire enquêteur.

Les deux observations écrites sont favorables au projet.

L'observation orale est, quant à elle, défavorable et s'appuie sur les risques d'accident par chute de pale, le faible intérêt économique, le coût exorbitant des installations, la consommation importante d'espaces agricoles, les volumes de béton constituant les fondations demeurant dans le sol après démantèlement du parc.

Par procès-verbal d'observations du 12 juillet 2016, le commissaire enquêteur a communiqué au pétitionnaire les remarques et les interrogations formulées lors de l'enquête publique, auxquelles il a répondu par courrier du 19 juillet 2016.

Les éléments de réponse fournis par le demandeur peuvent être synthétisés de la manière suivante :

Observations du public	Réponses du demandeur
Faible intérêt économique et énergétique	La production croissante d'énergie éolienne remplace et diminue la production d'énergie fossile et nucléaire. L'évolution technologique des éoliennes permet d'installer des machines avec un facteur de charge plus élevé. Ainsi, le modèle utilisé pour le projet, Nordex N131 bénéficie d'un facteur de charge (ratio entre l'énergie que la machine produit sur une période donnée et l'énergie qu'elle aurait produite durant cette période si elle avait constamment fonctionné à puissance nominale) de 30 % contre 25 % en moyenne pour les éoliennes actuellement en fonctionnement.
Coût de l'installation exorbitant	Si l'investissement initial est important, les coûts de fonctionnement (maintenance essentiellement) sont faibles. Les mesures de vent permettent une estimation fiable de la production du parc, ce qui sécurise l'investissement.
Consommation importante de surfaces agricoles et démantèlement du parc	L'emprise au sol du projet n'est que de l'ordre de 30 000 m². Les retombées financières pour les propriétaires et exploitants agricoles favorisent la pérennité de leur activité. L'usage agricole des parcelles sera retrouvé après démantèlement du parc éolien.
Risque de chute de pale	Ce risque a été pris en compte dans l'étude des dangers qui conclut, du fait notamment des systèmes de sécurité prévus, à un risque très faible. Aucune route n'est survolée par une pale.

2.3 AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Dans son rapport, le commissaire enquêteur note que le mémoire établi par le demandeur en réponse aux remarques exprimées lors de l'enquête publique apporte des éléments de nature à satisfaire les observations formulées.

Dans son procès-verbal de conclusions et d'avis établi le 20 juillet 2016, le commissaire enquêteur considère notamment que :

- « selon l'inventaire de la faune et de la flore, il n'a été relevé aucune mise en cause,
- ce site est déjà largement pourvu en parcs éolien et, dans le cas présent, il s'agit de compléter l'un d'eux par l'installation de quatre éoliennes supplémentaires,
- l'autorité environnementale ne relève pas d'aspect négatif en matière d'environnement,
- dans ces conditions, les conséquences sur l'environnement ne seront pas amplifiées d'une manière déraisonnable ».

En conclusion, le commissaire enquêteur émet un avis favorable (sans réserve).

2.4 AVIS DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux des 13 communes situées dans le rayon d'enquête de 6 km ont été consultés.

10 conseils municipaux ont délibéré sur le projet :

- 7 ont émis un avis favorable : Ségry, Saint-Georges-sur-Arnon, Saint-Ambroix, Chârost, Lunery, Chezal-Benoît, Civray.
- 3 ont émis un avis défavorable : Saint-Baudel (faible rendement énergétique, remise en état après exploitation, préservation du patrimoine et des boisements), Saugy (densification visuelle trop importante), Primelles (sans motivation).

Les communes de Mareuil-sur-Arnon, Chouday et Issoudun n'ont pas délibéré sur le présent projet.

Une majorité des conseils municipaux des communes concernées, dont celle accueillant le projet, s'est prononcée en faveur du projet.

2.5 AVIS DES SERVICES DE L'ÉTAT CONSULTÉS

L'inspection des installations classées n'a pas été destinataire des avis des services de l'État autres que ceux détaillés ci-dessous.

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Cher (SDIS)

Dans une lettre du 7 juin 2016, le SDIS émet un avis favorable assorti d'observations sur l'accès aux engins de secours et de lutte contre l'incendie, la présence de zones de coupure d'urgence hors périmètre de sécurité, l'affichage de consignes en cas d'incendie avec indication du numéro du responsable du site, l'implantation d'extincteurs dans les locaux techniques, la mise en place de tout moyen nécessaire pour le sauvetage d'un technicien d'entretien et la prise en compte des liaisons radio ANTARES. Le SDIS demande, en outre, à être informé du début des travaux et de la mise en service des installations.

Le SDIS ajoute enfin qu'il recommande une distance de sécurité entre le pied de l'éolienne et toute voie de circulation ouverte au public au moins égale à la hauteur totale en bout de pale.

Agence Régionale de Santé (ARS) – Délégation Départementale du Cher

Par courrier du 18 avril 2016, l'ARS considère que l'étude d'impact aurait mérité d'être complétée par un calcul de l'émergence de l'ensemble des 2 parcs existants et du présent projet pour appréhender l'exposition sonore cumulée des populations riveraines du site.

Direction Régionale des Affaires Culturelles - Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Cher (STAP)

Dans une lettre du 28 décembre 2015, le STAP émet un avis favorable en considérant notamment que la création de cette centrale va dans le sens d'une densification d'un site déjà en exploitation évitant ainsi un mitage progressif du paysage.

Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) – Service Régional de l'Archéologie

Dans un courrier du 23 décembre 2015, la DRAC indique le secteur du projet est occupé depuis la Préhistoire, et densément au cours de la Protohistoire et de l'Antiquité. Le dossier devra donc faire l'objet d'une prescription de diagnostic archéologique.

Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)

Par lettre du 10 juin 2016, l'INAO a indiqué que l'activité projetée n'a aucune incidence sur les aires de production des IGP auxquelles appartient le territoire de la commune de Saint-Ambroix. En conséquence, l'INAO ne formule aucune objection au présent projet.

Le STAP de l'Indre a également été consulté mais a répondu, par courriel du 19 avril 2016, qu'il n'émettra pas d'avis sur ce projet.

2.6 Avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)

Les éoliennes étant des équipements d'intérêt collectif ayant pour conséquence une réduction des surfaces situées dans un espace autre qu'urbanisé sur le territoire d'une commune qui n'est dotée d'aucun document d'urbanisme, l'avis de la CDPENAF est requis au titre de l'article L. 111-5 du code de l'urbanisme.

Lors de sa séance du 2 août 2016, la CDPENAF a émis un avis favorable.

2.7 Avis des communes et établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plan local d'urbanisme ou d'autorisations d'urbanisme limitrophes de l'unité foncière d'implantation du projet

Les avis suivants ont été recueillis au titre de l'article R. 423-56-1 du code de l'urbanisme :

- Communauté de Communes Fercher Pays Florentais (pour les communes de Mareuil-sur-Arnon et Civray) : réputé favorable ;
- Communauté de Communes de La Champagne Berrichonne (pour la commune de Chouday) : favorable le 23 juin 2016 ;
- Commune d'Issoudun : réputé favorable ;
- Commune de Ségry : favorable le 29 juin 2016.

2.8 Avis des gestionnaires de servitudes

Les avis suivants ont été sollicités au titre de l'article R. 423-53 du code de l'urbanisme :

- Commune de Saint-Ambroix (pour les canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement) : favorable le 9 juin 2016 ;
- Conseil départemental du Cher : avis favorable émis au titre des servitudes d'alignement le 20 juin 2016 et prescriptions préconisées au titre de la gestion des routes (convention à établir préalablement aux travaux, demande de permission de voirie, état des lieux contradictoire) le 16 septembre 2016 ;
- ENEDIS (ex ERDF) (pour les canalisations électriques) : dans son avis du 2 juin 2016, ENEDIS indique qu'il est nécessaire de prendre l'attache de RTE pour la ligne HTB ;
- EDF Transports SA (RTE - pour les canalisations électriques) : n'a pas émis d'avis ;
- ORANGE (pour les communications téléphoniques) : dans son avis du 21 juillet 2016, ORANGE indique que le projet est compatible avec les servitudes du réseau téléphonique.

Réponses apportées par le demandeur

Par courriel du 5 juillet 2016, le demandeur s'engage à prendre les mesures nécessaires pour prendre en compte les préconisations et observations émises par le SDIS.

Il précise, en s'appuyant sur le plan à l'échelle 1/1 000 fourni dans le dossier de demande, que l'éolienne E2 la plus proche du réseau public de circulation est située à 164,9 m de la RD 99, distance qui correspond à la hauteur en bout de pale de l'éolienne.

Par courriel du 12 septembre 2016, le demandeur a transmis un courrier du Service Zonal des Systèmes d'Information et de Communication, daté du 17 août 2016, qui indique que le projet se situe en dehors de toute servitude radioélectrique ayant pour gestionnaire le ministère de l'intérieur.

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1 IMPACTS LIÉS AU PROJET

Impact sur l'air

Dans le cadre du projet, les seuls impacts sur la qualité de l'air sont liés à la phase de travaux qui peut générer la production de poussières si les travaux sont réalisés en période sèche.

En période de fonctionnement, l'installation ne générera aucune émission polluante (poussières, particules toxiques....) dans l'atmosphère et l'exploitation du parc n'aura pas vocation à augmenter le trafic routier pouvant engendrer l'émission de polluants liés aux gaz d'échappement.

Impact sur les eaux

Le projet en tant que tel ne nécessite aucun prélèvement d'eau sur le site. Il ne générera donc aucun effluent liquide.

Pour pallier le risque lié à un déversement accidentel de produits dangereux, qui pourrait intervenir du fait du stockage temporaire d'hydrocarbures sur le site pendant les travaux, des mesures particulières sont prises (fûts à double enveloppe, stockage sur rétention, conteneurs à déchets....).

En phase d'exploitation, le parc n'est pas de nature à entraîner une pollution des eaux de surface ni en mode de fonctionnement normal ni en mode de fonctionnement dégradé. Le bât étant étanche, tous les fluides nécessaires au fonctionnement des machines resteront confinés dans cet édifice et les lubrifiants usagés seront directement pompés et évacués vers les filières de traitement spécialisées par des camions adaptés.

Impact sur les sols et le sous-sol

Les impacts sur les sols identifiés en phase de travaux concernent l'occupation d'espaces nouveaux liés aux activités de chantier, à la nécessité de renforcer les chemins d'accès aux aérogénérateurs et à la sensibilité des sols à l'érosion. Dans une moindre mesure, la création de voies d'accès, les excavations pour les fondations, la tranchée pour le réseau de câblage sont autant d'opérations susceptibles de déstructurer le sol et de le rendre plus sensible à l'érosion sous l'action de l'eau et/ou du vent.

La zone à aménager ne comportant aucun chemin rural ou d'exploitation, toutes les dessertes seront à créer à partir de la RD 99E pour l'accès aux éoliennes E2 et E3 et à partir de la RD 18 pour E1 et E4. Ces accès représentent une longueur totale de 1 905 m sur des terres agricoles.

Pendant la phase de fonctionnement, l'activité du parc n'est pas de nature à entraîner une pollution des sols et du sous-sol, ni en mode de fonctionnement normal, ni en mode de fonctionnement dégradé.

La présence des aérogénérateurs reste compatible avec l'exploitation des terres en culture. Les terrains occupés feront l'objet d'une location visant à compenser la perte induite et seront remis en état, sauf si leur propriétaire souhaite le maintien des aires de grutage et des chemins d'accès, dès la fin d'exploitation des installations et quel que soit le motif de cessation de l'activité.

Impact lié aux déchets

Lors de la construction des installations, une faible quantité de déchets sera produite : ferrailles, bois, cartons, matières plastiques.

Les installations en fonctionnement ne génèrent que très peu de déchets, liés aux opérations de maintenance : huiles et graisses usagées, filtres, liquides de refroidissement, chiffons souillés.

D'une manière générale, les déchets produits lors de la construction du parc seront éliminés au fur et à mesure de leur production en étant collectés séparément, stockés sur des zones aménagées puis valorisés ou éliminés conformément à la réglementation en vigueur, en favorisant le recyclage des déchets non dangereux.

Les déchets générés par les éoliennes en phase d'exploitation, du fait, en particulier, des opérations de maintenance, seront stockés dans un conteneur dédié implanté sur le site, avant d'être éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Impact lié au bruit

La rotation des pales dans l'air émet un bruit.

Une étude de modélisation du niveau acoustique a été réalisée par un bureau d'études expert en tenant compte du positionnement des aérogénérateurs, de leur signature acoustique et de l'emplacement des habitations riveraines.

Quatre points de mesure ont été implantés, du 11 décembre 2014 au 13 janvier 2015, près des habitations riveraines les plus proches, aux lieux-dits « Le Grand Sémur », « La Foye », « La Pilourde » et « Harpé », et un point de contrôle (extrapolation) a été déterminé à « Le Petit Sémur », afin de caractériser le niveau de bruit ambiant et d'évaluer sa compatibilité avec l'implantation du parc éolien.

L'étude acoustique met en évidence un risque de dépassement du niveau réglementaire d'émergence admissible en période nocturne, et conclut à la nécessité de mettre en œuvre un plan de bridage des éoliennes.

Pour obtenir un niveau d'émergence conforme dans tous les cas de figure, le demandeur prévoit donc de mettre en place un dispositif de contrôle du mode de fonctionnement des aérogénérateurs. Il permet de réduire la vitesse de rotation des pales, donc le bruit émis, voire d'arrêter totalement les éoliennes les plus bruyantes. Ainsi, il est possible de programmer le fonctionnement du parc en fonction de la vitesse et de la direction du vent et des heures de la journée pour éviter les nuisances sonores.

Par courriel du 12 octobre 2016, le demandeur a indiqué que des solutions techniques, alternatives ou complémentaires au bridage, sont aussi étudiées telles que l'installation de « peignes » sur les pales visant à modifier leur profil et ainsi réduire le bruit d'origine aérodynamique (turbulences de bord de fuite). Ce dispositif, qui pourrait permettre de réduire significativement l'impact acoustique du parc, mérite néanmoins des études complémentaires.

Le pétitionnaire s'engage à :

- mettre en œuvre des mesures correctives, telles qu'un plan de bridage, visant à réduire l'impact sonore des installations et à permettre de respecter les valeurs réglementaires ;
- réaliser une étude acoustique sur la totalité du parc éolien après sa mise en service afin de vérifier la conformité des émergences diurne et nocturne, et si nécessaire d'adapter le plan de fonctionnement.

Impact lié aux vibrations

En fonctionnement, les aérogénérateurs peuvent engendrer de faibles vibrations qui sont transmises au sol par le mât puis les fondations et qui peuvent être renforcées selon la nature du sous-sol. Néanmoins, la distance d'éloignement du parc par rapport aux habitations doit permettre de s'affranchir de vibrations perceptibles par les riverains.

Impact lié aux ondes électromagnétiques

Les ondes électromagnétiques sont principalement liées au générateur électrique présent dans la nacelle, au poste de livraison et aux câbles électriques souterrains.

Ainsi, conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'installation est implantée de telle sorte que les habitations ne soient pas exposées à un champ magnétique émanant des aérogénérateurs supérieur à 100 microteslas à 50-60 Hz.

Impact lié aux effets stroboscopiques

Le phénomène de battement d'ombre qui se produit au cours des périodes de l'année où le soleil est bas et le ciel dégagé est très ponctuel.

Aucun bâtiment à usage de bureau n'est à ce jour situé à moins de 250 mètres des aérogénérateurs. En conséquence, aucune étude des effets stroboscopiques n'est exigible en vertu de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

Le demandeur a toutefois réalisé une étude des ombres portées au niveau de six habitations proches du projet.

Il en ressort que la durée annuelle maximale d'exposition est de l'ordre de 12 heures, en tenant compte de facteurs réducteurs tels que les conditions d'ensoleillement, la présence d'écran de végétation, l'orientation des habitations, le placement des pales entre le soleil et les habitations.

Le demandeur conclut à un impact faible du projet

Impact sur le fonctionnement des radars

Les installations peuvent potentiellement perturber le fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisés dans le cadre des missions de sécurité à la navigation aérienne et de sécurité météorologique des personnes et des biens. De ce fait, des distances minimales d'éloignement avec ces équipements sont définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011, variant entre 10 et 30 km selon les équipements.

Le présent projet respecte ces distances d'éloignement.

Impact sur le paysage et le patrimoine historique

La réalisation de l'étude paysagère a été confiée à un paysagiste.

Le présent projet résulte d'une analyse itérative multicritères ayant conduit à arbitrer entre 4 configurations de positionnement des aérogénérateurs. Le demandeur justifie dans son dossier, sur la base d'un bilan des impacts environnementaux et de critères techniques (dont la présence d'un pivot d'irrigation), les raisons pour lesquelles trois scénarii d'implantation et de configuration ont été écartés.

Selon le demandeur, la configuration linéaire retenue constitue une organisation cohérente avec les lignes d'éoliennes des deux parcs existants et favorise sa lisibilité dans le paysage.

Concernant les éléments patrimoniaux sensibles, l'étude recense, en particulier, les monuments historiques suivants en tant qu'enjeu moyen :

- 1 dans un rayon de 3 km :
 - à Ségry : Ancienne Abbaye de la Prée (partiellement inscrite) ;
- 2 dans un rayon de 3 à 5 km :
 - à Primelles : Eglise Saint-Laurent (classée) ;
 - à Civray : Chapelle Notre-Dame de Sérigny (inscrite) ;
- 2 dans un rayon de 5 à 10 km :
 - à Ségry : Eglise Saint-Martin (partiellement classée) ;
 - à Chouday : Eglise Saint-Martin (classée) ;

L'étude paysagère, qui comporte des photomontages commentés, montre notamment que les églises de Chouday et de Ségry émergent de la plaine d'Issoudun et peuvent se voir conjointement au parc depuis certaines vues situées à l'ouest du territoire. Ces situations de covisibilité restent ponctuelles, perçues en mouvement depuis les voies de circulation (RD 9 qui relie Issoudun à Ségry) et dans un rapport d'échelle acceptable compte tenu de la distance entre ces points de vue et le parc.

L'Abbaye de la Prée est, quant à elle, protégée de toute covisibilité par la couverture végétale environnante en périodes végétative et non végétative.

L'impact du projet sur le patrimoine historique est jugé faible.

Concernant l'impact depuis les zones d'habitat, une étude de saturation visuelle a été menée pour les 7 villages situés dans un rayon de 5 km autour du parc éolien. Il est relevé que le projet n'engendre pas d'effet de saturation visuelle. Néanmoins, les hameaux isolés situés autour du village de Civray subissent

l'influence visuelle conjointe des parcs actuellement en fonctionnement, notamment à Saint-Georges-sur-Arnon, Civray et Saint-Ambroix, et du projet. Etant donné le faible cône de visibilité du parc depuis Civray, le projet ne modifie pas substantiellement la situation actuelle d'un espace de respiration relativement réduit et d'une occupation de l'horizon élevée.

L'insertion du projet dans le contexte éolien permet d'écarter le risque d'effets cumulés.

Au-delà du choix de la configuration du parc et des caractéristiques de machines, afin de réduire l'impact paysager du projet, le demandeur s'engage à :

- procéder à l'enfouissement de l'ensemble des lignes électriques de raccordement ;
- implanter le poste de livraison à l'appui d'une remise boisée pour profiter de l'effet de masquage et le mettre en peinture à l'aide d'une couleur neutre qui se confondra avec la végétation (gris beige) ;
- intégrer les postes de transformation électrique de chaque aérogénérateur à l'intérieur du mât.

Impact sur la faune

La réalisation de l'étude faune et flore a été confiée à un bureau d'études, l'étude chiroptérologique ayant été menée par un expert chiroptérologue.

Le projet s'inscrit dans un contexte général de grandes cultures, parsemée de rares bosquets et haies.

L'incidence du projet en termes de flore et de milieux naturels est considérée comme négligeable.

Concernant l'avifaune, le dossier met en avant une faible densité de l'OEdicnème criard, du Busard Saint-Martin et du Busard cendré en période de nidification, une faible présence des oiseaux en hiver ainsi qu'une migration diffuse du Milan royal et de la Grue cendrée.

L'impact du projet en phase de chantier est jugé mineur pour les risques de destruction d'habitats et de perturbations en période de reproduction. Le pétitionnaire prévoit de ne détruire ni haie ni bosquet et de ne pas démarrer les travaux de construction du parc pendant la période de reproduction des oiseaux si leur présence sur site est avérée.

Afin de limiter le risque de collision, notamment en période migratoire, le parc est implanté selon deux lignes parallèles à l'axe migratoire orienté nord-est – sud-ouest et espacées d'environ 950 m. En outre, de grands espaces de respiration sont maintenus de part et d'autre du projet, dont la vallée de l'Arnon qui représente un axe privilège de déplacement de l'avifaune.

Quant aux chiroptères, le peuplement inventorié est d'une faible richesse, dominée par la Pipistrelle commune. Cette étude s'est appuyée sur des investigations de terrain et sur des relevés par un détecteur d'ultrasons positionné pendant un an sur une nacelle d'éolienne du Parc éolien de Bois Ballay. Selon le demandeur, cette pauvreté en chauves-souris correspond à ce qui est retrouvé dans ce type de milieu.

Le demandeur relève que l'éolienne E4 est positionnée dans le prolongement d'une haie en continuité directe avec les boisements alluviaux qui accompagne l'Arnon et pourrait ainsi attirer les chauves-souris en chasse. Il est donc prévu de mettre en place des mesures correctives telles qu'un plan de bridage des machines et le déplacement de la haie dans le cas où le suivi montrerait une mortalité notable des chiroptères.

Fort de ces constats, le demandeur s'engage à :

- ne détruire ni haie ni bosquet ;
- démarrer les travaux de construction du parc en dehors de la période de reproduction de l'avifaune, soit entre le 1^{er} mars et le 15 juillet, sauf à ce qu'un contrôle préalable réalisé par un ornithologue atteste de l'absence d'espèce nicheuse d'intérêt patrimonial ;
- mettre en œuvre un suivi environnemental de l'activité et de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères conformément au protocole de suivi environnemental des parcs éolien terrestres reconnu le 23 novembre 2015 par le Ministère de l'environnement ;
- dans le cas où une mortalité notable des chiroptères en lien avec les éoliennes est avérée, mettre en place des mesures correctives adaptées, telles que l'arrêt des machines à certaines périodes et sous certaines conditions (vitesse du vent notamment), définies en fonction des résultats obtenus, et le déplacement de la haie proche de l'éolienne E4, si cette dernière est incriminée, avec reconstitution sur un

linéaire d'une fois et demie celui détruit et selon un axe ne conduisant pas les chauves-souris vers les éoliennes.

Impacts du balisage

Afin de réduire les nuisances visuelles, le demandeur s'engage à synchroniser les fréquences des feux de balisage des éoliennes avec ceux des parcs construits les plus proches de son installation.

Impacts liés à l'archéologie

Conformément à l'avis de la DRAC précité, un arrêté préfectoral prescrivant la réalisation d'un diagnostic archéologique a été signé le 11 février 2016. Le projet d'intervention proposé par le demandeur a été approuvé par le Service Régional de l'Archéologie le 8 mars 2016.

3.2 RISQUES LIES AU PROJET

Au regard de l'étude sur l'accidentologie réalisée, il apparaît que les principaux risques identifiés sont l'effondrement de l'aérogénérateur, la projection de fragments de pale voire de pale entière, la projection de glace, la chute d'éléments de la machine ou de glace et l'incendie. Les données de caractérisation en termes de probabilité, de gravité et de cinétique sont déduites de l'accidentologie et adaptées au contexte local.

Les dispositions relatives :

- à l'éloignement des enjeux : habitations et réseau routier, notamment ;
 - aux dispositifs de sécurité équipant les aérogénérateurs : détecteurs d'incendie, de vibrations et de survitesse ; systèmes de freinage du rotor ; systèmes de déduction de formation de glace, notamment ;
 - au contrôle du fonctionnement des installations : supervision permanente à distance des paramètres de fonctionnement par un centre de contrôle, gestion des alarmes et arrêt des installations à distance, maintenance et entretien préventif ;
- prises conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011, permettent de prévenir ces risques.

L'étude détaillée des risques menée dans l'étude des dangers jointe à la demande conclut que dans ces conditions les risques résiduels sont acceptables.

3.3 CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT

Le pétitionnaire doit respecter les dispositions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 et du 6 novembre 2014 en matière de remise en état, de constitution et de révision du montant des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent qui prévoient que :

- ◆ Le site des installations soit placé dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site identique à celui déjà en place avant exploitation des installations, soit un usage exclusivement agricole.
- ◆ Qu'à ce titre, les opérations de démantèlement et de remise en état des installations définies à l'article R. 553-6 du code de l'environnement prévoient :
 1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que des câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison.
 2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation :
 - sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;

- sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;
- sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.

3. La remise en état qui consiste à décaisser des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

- ♦ Les déchets de démolition et de démantèlement doivent être valorisés ou éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Par ailleurs, en application des articles R. 553-1 à R. 553-4 du code de l'environnement, le pétitionnaire s'engage à constituer des garanties financières. Le montant initial de ces garanties financières est à calculer, en application de l'article 4 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ce montant sera actualisé au jour de la délivrance éventuelle de l'autorisation.

Conformément à l'article R. 512-5 du code de l'environnement, le pétitionnaire précise dans sa demande d'autorisation d'exploiter les modalités des garanties financières, à savoir leur constitution avant la mise en service industrielle de l'installation comme le prévoit l'article R. 553-1 du code de l'environnement, selon l'une des conditions autorisées par l'article R. 516-2 du code sus-visé à hauteur du montant fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces garanties visent à couvrir les opérations de remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant.

3.4 DISPOSITIONS RETENUES DANS LE PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Le champ d'application de l'autorisation unique regroupe plusieurs autorisations précédemment délivrées au titre de législations différentes. Si l'autorisation unique permet de déroger aux règles de procédure de chacune des autorisations contenues dans son champ d'application, les dispositions des législations en vertu desquelles elle est délivrée restent applicables. Les prescriptions des arrêtés ministériels pris en application de ces législations sont donc applicables de droit à l'installation objet de la demande déposée par la société PARC EOLIEN NORDEX XXVI SAS.

Ces arrêtés ministériels constituent un cadre homogène au niveau national sur des thématiques transversales indépendantes des problématiques locales de territoire.

Le ministère en charge de l'environnement demande par conséquent que l'arrêté préfectoral d'autorisation unique se concentre sur les enjeux environnementaux locaux ou sur les engagements pris par le demandeur dans son dossier de demande. À cet effet, il a élaboré un modèle d'arrêté pour harmoniser les pratiques, qui constitue un référentiel commun aux services instructeurs. Ce modèle d'arrêté est découpé en plusieurs titres correspondants aux corpus législatifs visés par le champ de l'autorisation unique.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation unique annexé au présent rapport respecte ces instructions.

Les dispositions retenues se rapportent, d'une part, aux préconisations formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'État consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux et, d'autre part, aux engagements particuliers pris par le demandeur dans son dossier de demande d'autorisation unique et permettant de maîtriser les impacts sur ces enjeux.

En conséquence, sont notamment reprises dans le présent projet d'arrêté préfectoral les prescriptions relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances suivantes :

- Titre I – article 3 : les coordonnées Lambert des éoliennes, garantissant les distances d'éloignement vis-à-vis des enjeux, notamment des riverains, de la faune, de la flore et les contraintes radars et aéronautiques, ainsi que la maîtrise de la prégnance visuelle du parc vis-à-vis du paysage ;
- Titre II – article 1^{er} : les caractéristiques techniques des machines, garantissant la maîtrise de la prégnance visuelle du parc vis-à-vis du paysage ;
- Titre II – article 4.2 : la possibilité de démarrer les travaux pendant la période de reproduction des oiseaux uniquement sous réserve du contrôle préalable d'un expert attestant l'absence de nid occupé sur le site, visant à éviter la perturbation des espèces nicheuses ;
- Titre II – article 4.2 : la mise en œuvre d'un suivi de la mortalité des chiroptères dès la première année d'exploitation et, le cas échéant, de mesures correctives telles qu'un plan de bridage des machines ou le déplacement de la haie proche de l'éolienne E4, destinées à protéger les chiroptères ;
- Titre II – article 5 : la mise en place, dès la mise en service du parc, d'un plan de fonctionnement avec bridage des éoliennes ou de tout autre dispositif correctif, et la réalisation d'une mesure des niveaux de bruit, garantissant le respect des valeurs réglementaires ;
- Titre II – article 6 : les conditions de gestion des déchets dangereux générés par les opérations de maintenance des éoliennes, garantissant la maîtrise des nuisances ;

Par ailleurs, le projet d'arrêté reprend les recommandations suivantes exprimées dans le cadre de la consultation du public et des services de l'État :

- Titre II – article 7 : l'équipement du poste de livraison électrique en extincteurs adaptés au risque, conformément aux préconisations du SDIS.
- Titre III – article 1 : le balisage lumineux de chaque éolienne afin de sauvegarder la sécurité aérienne, comme l'exigent la DGAC et le Ministère de la Défense.
- Titre III – article 2 : les mesures relatives à la sécurité routière telles que préconisées par le Conseil Départemental du Cher.
- Titre V – article 1 : les informations à communiquer préalablement au chantier de construction, en particulier à la DGAC et au Ministère de la Défense.

4. AVIS DES SERVICES INSTRUCTEURS

La société PARC EOLIEN NORDEX XXVI SAS a déposé un dossier de demande d'autorisation unique concernant un parc éolien composé de quatre aérogénérateurs et d'un poste de livraison électrique, qui détaille les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux risques chroniques ou accidentels prévisibles des installations.

4.1 Autorisation au titre du code de l'urbanisme

La commune de Saint-Ambroix ne dispose d'aucun document d'urbanisme : le régime applicable en matière de droit des sols est donc le Règlement National d'Urbanisme qui est compatible avec le développement de l'éolien.

Le projet respecte les dispositions de l'article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme qui prévoit un recul de 100 mètres par rapport aux autoroutes, routes express et déviations et de 75 mètres par rapport aux routes classées à grande circulation (les RD 18 et RD 99E n'entrent pas dans ces catégories).

En outre, il est constaté que le projet ne présente aucun surplomb des propriétés voisines qu'elles appartiennent au domaine privé ou public, qu'il n'existe aucune habitation dans un rayon de 500 mètres autour des aérogénérateurs, que la commune de Saint-Ambroix est située dans une zone favorable identifiée dans le Schéma Régional de l'Eolien.

Au vu de ces éléments ainsi que des avis émis par les collectivités et les organismes sollicités au titre du code de l'urbanisme, la DDT du Cher émet un avis favorable sur le présent projet.

La DDT précise qu'elle procédera, dans le cas où l'autorisation unique serait accordée au demandeur, à l'attribution du numéro d'enregistrement au titre de l'article R. 423-3 du code de l'urbanisme qu'elle communiquera à la mairie de Saint-Ambroix.

4.2 Autorisation au titre du code de l'environnement

Le demandeur a apporté des éléments de réponse factuels et adaptés aux observations formulées par le public au cours de l'enquête publique.

Au regard des dispositions prévues dans le dossier du demandeur et des précisions complémentaires apportées au cours de l'instruction, il s'avère que des mesures compensatoires sont prévues pour limiter les nuisances et les risques générés par l'installation.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le demandeur a prévu les mesures compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et les impacts, et d'en maîtriser les conséquences.

5. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Au vu des éléments fournis par la société PARC EOLIEN NORDEX XXVI SAS dans son dossier de demande d'autorisation unique et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'Etat et des réponses du demandeur,

et considérant que :

- l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale unique au titre du titre 1^{er} de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 susvisée ;
- l'autorisation unique ne peut-être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement;
- l'autorisation unique ne peut-être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de garantir la conformité des travaux projetés avec les exigences fixées à l'article L. 421-6 du code de l'urbanisme lorsque l'autorisation tient lieu de permis de construire;
- l'autorisation unique ne peut-être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prendre en compte les objectifs mentionnés au 5° de l'article L. 311-5 du code de l'énergie;
- l'autorisation unique ne peut-être accordée que si le projet d'ouvrage répond aux dispositions réglementaires fixées par l'article L. 323-11 du code de l'énergie ;
- la commune de Saint-Ambroix fait partie de la liste des communes retenues dans la zone favorable au développement de l'énergie éolienne n° 15 – « Champagne berrichonne » du Schéma Régional Éolien annexé au Schéma Régional Climat Air Énergie de la région Centre approuvé par arrêté du 28 juin 2012 ;
- le projet d'implantation des éoliennes prend en compte les enjeux locaux ;
- le demandeur a pris des engagements dans son dossier de demande d'autorisation unique pour réduire, compenser ou maîtriser les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et les risques engendrés par les installations du parc éolien projeté ;
- les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie du parc

éolien projeté par la société PARC EOLIEN NORDEX XXVI SAS sur le territoire la commune de Saint-Ambroix.

Dans ces conditions, et en vertu de l'arrêté portant droit d'évocation du Préfet de région en matière d'éolien terrestre du 20 novembre 2015, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la région Centre-Val de Loire d'autoriser l'activité prévue par le demandeur, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R. 553-9 du Code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation unique doivent être présentées, pour avis, à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et paysages.

L'inspecteur des installations classées,

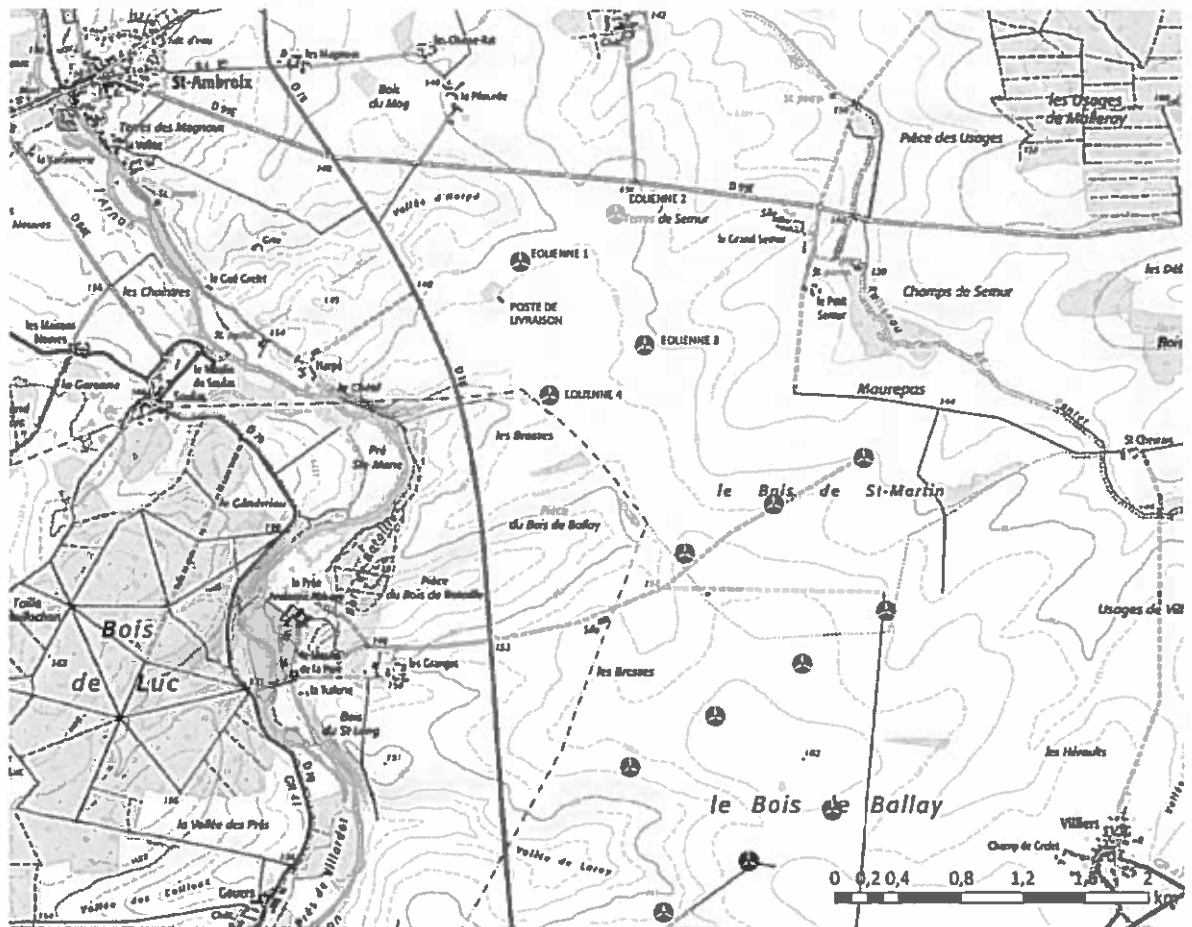
Signé

Vu et transmis avec avis conforme,
à madame la préfète du Cher,
Pour le Directeur Régional,
Le Chef du Service Environnement
Industriel et Risques,

Signé

PJ : Plan de situation et plan de masse
Projet d'arrêté préfectoral

Annexe 1 : plan de situation



.....
legende



EOLIENNE N 131



EOLIENNE EXISTANTE



— — — LIMITE DE COMMUNE



■ POSTE DE LIVRAISON

Annexe 2 : plan de masse

